

- L'influence des pays en développement dans l'économie mondiale s'accroît, mais une fraction encore importante de la population du globe vit dans des conditions d'extrême pauvreté.
- La nécessité de poursuivre la transition dans les pays d'Europe centrale et orientale, dans l'ex-Union soviétique et dans d'autres régions demeure manifeste.

Ces changements se traduisent par une suite ininterrompue de défis que doit relever la communauté internationale : promouvoir des politiques économiques qui favorisent la croissance non inflationniste soutenue et redressent les déséquilibres générateurs d'instabilité sur les marchés financiers et les marchés des changes; adapter les mécanismes institutionnels à un monde de capitaux privés importants et extrêmement mobiles; faire en sorte que le développement durable et la réduction de la pauvreté soient plus efficaces.

3. Contraintes et autres considérations

Pour déterminer comment les institutions pourraient répondre à ces défis, il y a lieu de prendre en considération plusieurs questions d'ordre général. Certes, les pays donateurs sont assujettis à des restrictions budgétaires, ce qui limite leur capacité à financer de nouvelles institutions ou de nouveaux bassins de ressources, et se traduit par des pressions croissantes sur le financement de leurs obligations actuelles. Toutefois, les institutions internationales performantes et efficaces méritent toujours notre appui financier. Cela étant, il importe d'abord de soutenir les IFI existantes et de les amener à mobiliser leurs ressources de façon plus efficace. Cela veut également dire que les besoins perçus doivent correspondre à l'ampleur et à la nature précise des ressources disponibles.

Les effectifs des institutions internationales se sont accrus au point où la communauté internationale ne pourrait que tirer profit d'une action concertée visant à éliminer les chevauchements, à regrouper les fonctions au sein des institutions les plus efficaces et à concentrer plus clairement leurs activités sur le développement du secteur privé, tout en maintenant leur rôle primordial dans les domaines où le secteur privé ne peut intervenir ou n'interviendra pas. À l'avenir, il conviendra d'encourager les nouvelles économies à assumer une part de la responsabilité globale qui correspond à peu près à leur contribution à l'économie mondiale.

4. La collaboration - Politique économique et marchés des changes

Au sein du G-7, la consultation étroite et la collaboration efficace sont de mise en ce qui touche les politiques macroéconomiques, lorsqu'il s'agit de promouvoir une croissance non inflationniste soutenue, d'éviter l'apparition d'importants déséquilibres internes et externes, et de favoriser la stabilité des marchés des changes. Nous avons graduellement modifié la structure de nos consultations dans le but de renforcer la